



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Destruction de l'éducation nationale : le Gouvernement doit assumer !

Question écrite n° 12577

Texte de la question

M. Abdelkader Lahmar attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les suppressions de postes de professeurs dans l'enseignement primaire et secondaire prévues par le PLF 2026. Alors que le pays continue de connaître un nombre d'élèves par enseignant bien plus élevé que dans la plupart des autres pays européens, la politique de destruction du service public d'éducation par la suppression de postes se poursuit inlassablement. Ce ne sont pas moins de 4 000 postes d'enseignants qui sont concernés à la rentrée 2026. Dans le département du Rhône, par exemple, 139 emplois de professeurs des écoles sont supprimés dans le primaire. L'argument de la baisse démographique est absurde. Entre 2017 et 2022, 10 000 postes ont été supprimés dans le second degré alors que les effectifs d'élèves augmentaient. La réalité démographique est donc instrumentalisée pour les besoins de la communication gouvernementale alors que la réduction actuelle du nombre d'élèves devrait être utilisée pour corriger des années de sous-investissement et permettre la diminution du ratio d'élèves par enseignant. Le ministère justifie également cette politique mortifère par la mise en place de la réforme de la formation des enseignants et l'intégration progressive de professeurs stagiaires. Une telle situation est en réalité révélatrice d'une politique publique d'éducation incohérente et manquant d'anticipation où les logiques comptables prennent le pas sur les réalités de terrain. Les déclarations gouvernementales sur l'importance de l'éducation et de la formation pour relever les grands défis du XXI^e siècle ne semblent donc être qu'un tissu de mensonge et d'hypocrisie. La novlangue ministérielle qui présente les suppressions de postes et les tours de vis budgétaires comme des « augmentations de moyens » ne convainc plus personne. Si l'on veut réellement faire de la jeunesse et de l'éducation une priorité, alors il faut partir des besoins : augmenter le nombre d'enseignants devant élèves, augmenter les moyens des établissements scolaires et cessez d'empiler les réformes absurdes qui n'aboutissent qu'à la désorganisation de l'éducation nationale et au découragement de ses fonctionnaires. L'ensemble de la communauté éducative n'attend plus rien du Gouvernement et du pouvoir macroniste finissant. Elle demande juste la fin des mensonges permanents. Ainsi, il lui demande si le Gouvernement va enfin arrêter de mentir et assumer clairement qu'il mène une politique d'austérité dogmatique sacrifiant la jeunesse et l'avenir du pays par pur mépris du service public.

Données clés

Auteur : [M. Abdelkader Lahmar](#)

Circonscription : Rhône (7^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12577

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : [Éducation nationale](#)

Ministère attributaire : [Éducation nationale](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 février 2026](#), page 755